

Les ami-e-s du FDG Est Morbihan

Depuis plusieurs semaines, les agriculteurs mènent des actions sur l'ensemble du territoire pour alerter l'opinion et les pouvoirs publics sur la situation difficile que connaissent bon nombre d'entre eux.

Le gouvernement, faute d'avoir anticipé cette crise malgré les signes avant-coureurs, doit maintenant répondre dans l'urgence afin de maintenir à flot le système agricole français. Celui-ci doit digérer pêle-mêle la suppression des quotas laitiers, les effets rebonds de l'embargo russe, et le dumping social pratiqué par nos voisins européens. S'y ajoute la posture de la grande distribution qui entend profiter de sa position dominante pour imposer des prix insoutenables pour les filières.

cette crise, loin d'être terminée, trouve ses racines dans une construction européenne excluant la dimension sociale et humaine de ses préoccupations pour faire de notre continent une zone de libre échange où le moins disant social est la norme, le libéralisme la religion et les revenus du capital le carburant. On voit bien aujourd'hui avec l'arrivée massive sur notre territoire de viande allemande , polonaise au espagnole produite à bas coût de main d'œuvre (et écoulée en Russie avant l'embargo) le résultat de l'absence d'une politique agricole commune digne de ce nom.

Autre exemple avec la fin des quotas qui désorganise le secteur laitier en permettant de produire sans limites sauf celle du marché qui faute de pouvoir écouler toute la production fait chuter les prix.

La déclaration récente de la section Questembert Allaire du Parti Socialiste au sujet de la crise agricole est des plus inquiétantes: il ne s'agit pas pour l'action gouvernementale (y compris sur le long terme!) de mettre fin à la crise mais de l'empêcher de s'aggraver, nous citons (Les Infos du Pays Gallo du 28 juillet 2015)

"Le Président de la République François Hollande a chargé le gouvernement et en particulier, Stéphane Le Foll de prendre des mesures à la fois sur le court et sur long terme pour empêcher la crise de s'aggraver".

Il n'est pas inutile de rappeler que le PS questembertois a soutenu récemment l'ouverture d'une quatrième grande surface au motif notamment de faire baisser les prix : chacun sait que le prix payé au producteur est la variable d'ajustement de la grande distribution.

Cette façon de jouer les pompiers pyromanes ne trompe plus personne: les quotas laitiers ont été abolis avec la bénédiction du PS, de même que tous les traités européens qui permettent le dumping social ont été adoptés avec les voix du même PS.

Que proposons-nous?

Au niveau européen, une harmonisation par le haut des normes sociales et

environnementales qui permette une juste rétribution des agriculteurs et des salariés du secteur. cela implique nécessairement une redistribution des fruits du travail, les revenus du capital devenant cette fois la variable d'ajustement.

Au niveau national, un affichage sans ambiguïté de la valorisation des filières agricoles françaises avant toute importation. Ainsi, le médiateur nommé par le gouvernement note dans son rapport que la RHD (Restauration Hors Domicile, c'est à dire notamment les cantines scolaires, les restaurants administratifs, d'entreprises) "procède par appels d'offres pour des lots de produits homogènes avec le prix comme critère quasi-exclusif de choix, ce qui fait que ce débouché et fourni en très grande partie par de la viande importée moins chère que la viande française". Nous proposons que les critères utilisés pour le choix des fournisseurs englobent (à niveau égal du prix) les critères de proximité des lieux de production, de qualité, de respect des normes sociales et environnementales.

Nous proposons de faciliter la mise en place des structures type magasins de producteurs afin de court-circuiter la grande distribution et de mieux rémunérer les producteurs sur la part ainsi récupérée.

Pour voir plus loin, nous proposons dans un premier temps que soient revus les critères d'attribution des aides au secteur agricole, en attendant que les mesures ci-dessus portent leurs fruits et que nos paysans n'en aient plus besoin. Ces aides doivent prendre en compte les hommes et non les surfaces, les techniques respectueuses de l'environnement et non le rendement à tout prix.

Nous proposons que les terres soient attribuées sur des critères de reprise ou de création d'exploitations (et donc d'emplois) et non plus d'agrandissements *millevachisants*.